

4 jours, puis 5, puis 6... La course folle à la production

Toujours la pandémie, et pourtant...

Nous sommes toujours en situation de pandémie d'une maladie qui, rappelons le, continue de faire des centaines de morts tous les jours, en France. A la notion de "pic" s'est substituée celle de "plateau". C'est à-dire que le nombre de nouveaux cas d'hospitalisations et malheureusement de décès se stabilise, mais reste à un niveau très élevé. Tout indique que la plus grande prudence devrait être de mise. En particulier, le confinement devrait continuer. Or, l'annonce d'un retour des enfants dans les écoles et les collèges à partir du 11 mai, dont les contours ne sont d'ailleurs pas encore clairement définis, donne le signal inverse. La position du gouvernement, en l'absence de tests et même de masques en nombre suffisant, est irresponsable et dangereuse.

Mais nos patrons ne sont pas en reste, puisqu'ils sont eux aussi en mode déconfinement. Ainsi, après le passage aux quatre jours de distribution (après trois semaines seulement de distri en trois jours), nos dirigeants planifient déjà de nouvelles organisations.



Notre santé, ils s'en tapent

Soumis à la critique de grands médias qui découvrent tout à coup, comme par miracle, les vertus d'un service public qu'ils fustigeaient jusqu'ici, le PDG de La Poste Philippe Wahl prétend, comme il l'a fait sur France Inter le 23 avril, défendre les postier·e·s du rang, victimes d'attaques injustes. C'est clairement de l'esbrouffe, destinée à resserrer les rangs derrière lui. Bien évidemment les orientations du siège et des directions (y compris, évidemment, la Branche Services Courrier-Colis) sont critiquables. Et bien évidemment, nous n'y sommes pour rien ! Il a par ailleurs fallu se battre pied à pied, par tous les moyens (droits de retraits, action des CHSCT, interpellations syndicales, action en justice...), pour obtenir que des mesures de sécurité (certes insuffisantes), soient prises. Il est alors d'autant plus insupportable d'entendre le même Philippe Wahl, dans la même interview, expliquer que, si le service rendu à la population n'a pas toujours été à la hauteur, c'est lié au fait

que des mesures de sécurité ont du être prises ! Alors même que La Poste refuse toujours de donner le moindre bilan sanitaire !

Pied au plancher

La preuve que notre santé et notre sécurité sont loin d'être une priorité des dirigeants et actionnaires de La Poste, c'est bien cette augmentation à marche forcée de l'activité. En réalité, nous absorbons depuis un moment déjà la reprise du trafic, en particulier le trafic colis. Ce n'est pas parce que nous travaillions sur trois jours que la charge de travail accumulée en début de semaine disparaissait comme par enchantement. Et le passage à quatre jours à partir de 21 avril n'a pas pour autant permis un meilleur lissage du trafic, puisque du produit accumulé dans les PIC a pu être déversé à l'occasion. En fait, même en deça de cinq jours, les heures sup ne sont pas rares, et leur paiement est par contre refusé.

Wahl, toujours lui et toujours sur France Inter, a annoncé que l'organisation en quatre jours durerait pendant les deux semaines qui suivent (donc, au total, une nouvelle organisation dont la durée de vie n'excède pas trois semaines). Mais, comme nos patrons osent tout, une nouvelle arnaque nous attend au coin du bois. Les deux semaines en question comptant des jours fériés les vendredis (1^{er} et 8 mai), on nous oblige à venir taffer les lundis! Un vrai jeu de bonneteau. Dès le 11 mai, c'en sera fini de l'organisation en quatre jours, sans que l'on sache, au moment où nous écrivons, s'il y aura une étape à cinq jours ou si, comme l'ambiance générale le laisse présager, ce sera le retour aux organisations "normales".

1000 € pour toutes et tous

Cette course effrénée à la reprise est motivée par la recherche, tout aussi effrénée, aux profits. Wahl, que nous nous permettrons de citer une fois encore, dit depuis le début de la crise sanitaire que celle-ci offre de grandes opportunités. Pour les postier·e·s et la population? Non, pour les bénéfices de La Poste. Il se frottait encore les mains, sur France Inter, en déclarant que La Poste gagnait des parts de marchés dans le secteur du colis.

Nul doute qu'au sortir de la crise nous aurons, une nouvelle fois, droit à une jolie lettre nous remerciant chaudement, et nous expliquant combien nous sommes essentiel·le·s. Cette lettre ira là où sera sa place, c'est à dire à la poubelle. Si nous sommes "essentiels à la vie de la Nation", qu'on arrête de nous réorganiser, de supprimer nos tournées, de bousiller notre travail. Et qu'on commence par reconnaître concrètement notre boulot, en mettant la main au portefeuille, et en versant une prime de 1000€ pour tous les personnels du groupe, sans conditions. Ce n'est pas qu'une question économique. C'est aussi une question de reconnaissance. Nous ne faisons pas l'aumône, nous réclamons simplement une partie de ce qui nous revient. Une pétition lancée par *Sud* et l'Unsa est en ligne (<http://chng.it/dZT9W7Xpdk>). Nous invitons tou·te·s les collègues à la signer.

Sécurité et missions essentielles: les postier·e·s des Pennes-Mirabeau (13) prennent leurs affaires en main

L'Etat, comme La Poste, refusant de hiérarchiser réellement entre ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas, les agents des Pennes-Mirabeau, se sont retrouvés (comme ailleurs) à trier des produits aussi importants que du courrier MD7 ou des catalogues de fringues. Qui plus est, dans une situation où la sécable est imposée, et où les tournées à découvert se multiplient. Alors, devant l'incurie étatique et patronale, les collègues ont décidé de prendre leurs responsabilités. Ils et elles ont pris l'initiative de mettre les pubs de côté. En effet quel sens cela a-t-il de prendre des risques (et de faire prendre des risques aux usager·e·s) pour distribuer ce type de produit, en pleine pandémie?

Evidemment, ce mode d'action autogestionnaire a fait grincer des dents du côté de la hiérarchie. Mais les collègues ont, au final, réussi à imposer à la direction locale le fait que non seulement c'était elles et eux qui prenaient les risques, mais qu'ils et elles avaient, de surcroît, une expertise en la matière, puisque c'est de leur boulot quotidien dont il s'agit. De fait si des pubs viennent à être distribuées, c'est uniquement dans le cas où une lettre recommandée, ou de la presse par exemple, doit être distribuée à la même adresse. Cette organisation est même étendue sur l'ensemble des sites de l'établissement.

Cette expérience est évidemment parcellaire, il ne peut en être autrement puisqu'elle est isolée. Mais, en réalité, ce sont bien les postier·e·s eux/elles-mêmes, en lien avec la population, qui sont les mieux placé·e·s pour être les garants de leur santé comme de l'accomplissement des missions de service public... En cas de crise sanitaire, mais pas seulement!